

professionnelle, préalablement à la décision de mobiliser ses droits pour effectuer un bilan. Cette information est fournie par l'intermédiaire du service dématérialisé mentionné au I de l'article **L. 6323-8**.

service-public.fr

- > Compte personnel de formation (CPF) d'un salarié du secteur privé : Formations admises
- > Quelles aides pour financer le permis de conduire ? : Permis de conduire éligibles au CPF et conditions à remplir
- > Bilan de compétences d'un salarié du secteur privé : Bilan de compétences dans le cadre du CPF (article D6323-6)
- > Prise en charge des formations des travailleurs indépendants : Code du travail : articles D6323-6 à D6323-8

D. 6323-7

Décret n°2022-649 du 22 avril 2022 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

I.-Les actions de formation, d'accompagnement et de conseil éligibles au compte personnel de formation mentionnées au 4° du II de l'article **L. 6323-6** sont réalisées dans le cadre du parcours prévu à l'article **L. 6313-2** suivi par le créateur ou le repreneur d'entreprise.

Ces actions ont pour objet l'acquisition de compétences exclusivement liées à l'exercice de la fonction de chef d'entreprise concourant au démarrage, à la mise en œuvre et au développement du projet de création ou de reprise d'une entreprise et à la pérennisation de son activité, et qui ne sont pas propres à l'exercice d'un métier dans un secteur d'activité particulier.

II.-Ces actions sont mises en œuvre par des opérateurs ayant procédé à la déclaration prévue à l'article **L. 6351-1**.

III.-L'opérateur peut refuser de dispenser à la personne les actions mentionnées au I, soit en raison du manque de consistance ou de viabilité économique du projet de création ou de reprise d'entreprise, soit lorsque le projet du créateur ou du repreneur ne correspond pas au champ de compétences de l'opérateur.

D. 6323-8

Décret n°2018-1338 du 28 décembre 2018 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

I.-Sans préjudice des dispositions de l'article **L. 6321-1**, la préparation à l'épreuve théorique du code de la route et à l'épreuve pratique du permis de conduire autorisant la conduite des véhicules des catégories B, C1, C, D1, D, C1E, CE, D1E, DE, mentionnées à l'article R. 221-4 du code de la route est éligible au compte personnel de formation dans les conditions suivantes :

1° L'obtention du permis de conduire contribue à la réalisation d'un projet professionnel ou à favoriser la sécurisation du parcours professionnel du titulaire du compte ;

2° Le titulaire du compte ne fait pas l'objet d'une suspension de son permis de conduire ou d'une interdiction de solliciter un permis de conduire. Cette obligation est vérifiée par une attestation sur l'honneur de l'intéressé produite lors de la mobilisation de son compte.

II.-La préparation mentionnée au I est assurée par un établissement d'enseignement de la conduite et de la sécurité routière qui satisfait l'ensemble des obligations suivantes :

1° Etre agréé au titre des articles L. 213-1 ou L. 213-7 du code de la route ;

2° Avoir procédé à la déclaration prévue à l'article **L. 6351-1** du présent code.

service-public.fr

- > Compte personnel de formation (CPF) d'un salarié du secteur privé : Formations admises
- > Quelles aides pour financer le permis de conduire ? : Permis de conduire éligibles au CPF et conditions à remplir
- > Bilan de compétences d'un salarié du secteur privé : Bilan de compétences dans le cadre du CPF (article D6323-6)